Journées perdues pour grèves en Europe

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **45 (1972)**

Heft 6

PDF erstellt am: **03.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-127330>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

article 34 *sexies*. Ce n'est que sur l'ordre des priorités que les avis paraissent avoir divergé, mais il sied de relever ici encore que même les partis bourgeois n'ont jamais mis sérieusement en question la nécessité de la construction de logements à caractère social.

Le débat qui a eu lieu récemment au Grand Conseil zurichois a été tout aussi positif et riche en enseignements. Là également, *tous les partis politiques ont approuvé en principe l'encouragement officiel de l'accès à la propriété du logement, et nul n'a présenté d'objection lorsque l'encouragement à la propriété du logement envisagé par la Confédération a été qualifié d'heureux*. Ainsi tous les partis ont reconnu la nécessité de *diffuser beaucoup plus largement la propriété de la maison familiale et du logement*, et le Conseil d'Etat a répondu en déclarant qu'il était prêt à vouer désormais toute l'attention voulue au problème de *l'accès à la propriété pour les milieux économiquement faibles*.

Il est réjouissant que le premier objectif de la future politique de la Confédération en la matière consiste à faciliter *l'acquisition d'une maison familiale modeste* aux milieux de notre population qui, n'ayant pas été favorisés par la haute conjoncture, ne sont pas en mesure de rassembler sans autre le capital propre jusqu'ici nécessaire pour l'acquisition d'une telle maison, même modeste. La Confédération entend non seulement assurer le cautionnement des fonds empruntés jusqu'à concurrence de 90% du prix d'achat, mais encore ajourner la totalité de la charge hypothécaire, celle-ci ne devenant effective que lorsque l'acheteur, grâce aux augmentations de la valeur réelle dues à l'inflation, sera mieux en mesure de supporter entièrement cette charge.

Ces deux mesures doivent permettre, en dépit de la hausse énorme des prix du terrain et du renchérissement constant du coût de la construction, une diffusion beaucoup plus large de la propriété de maisons familiales et de logements, diffusion souhaitable tant du point de vue de la politique nationale que de la politique sociale. Tout aussi réjouissantes sont les diverses interventions de milieux privés, et en particulier de l'Association suisse pour encourager la construction de logements; citons en premier lieu *l'expertise Guldemann/Hatt*, qui contient, à l'intention du Département fédéral de l'économie publique, des propositions tendant à assurer l'accès à la propriété de logements à prix abordables, dont l'acheteur n'aurait pas à supporter une charge financière plus élevée que le loyer d'un logement neuf de qualité équivalente.

Considérant ces efforts remarquables et clairvoyants, et notamment le fait que les propositions en question se fondent sur des calculs clairs et techniquement éprouvés, on a peine à comprendre que le secrétaire central de l'Association suisse des propriétaires d'immeubles qui est aussi président de l'Association pour la propriété du logement, le conseiller national W. Raissig, ait déclaré ces jours dans une émission télévisée que, pour acquérir un logement en propriété, «il fallait au minimum un revenu mensuel de 3500 francs». Voilà un allégué qui paraît s'appuyer *unilatéralement* sur les *expériences peu satisfaisantes* faites jusqu'ici avec la propriété par étage qui sur un marché restreint, s'est concentrée sur la *production d'appartements de luxe et d'appartements à deux*. Or c'est précisément cette situation insatisfaisante, qui a compromis jusqu'ici l'institution de la propriété du logement, que l'association veut et peut surmonter, par ses nouvelles propositions, en signalant des possibilités viables et en agissant en vue de leur réalisation; c'est dans le même but que l'encouragement à la propriété du logement pour les milieux économiquement faibles doit être inscrit dans le *cahier des charges de la Confédération*.

Association suisse
pour encourager la construction

Journées perdues pour grèves en Europe

(«Vision» – Septembre 1971)

Journées perdues pour 1000 personnes actives

	1969	1970
Italie	1900	900
Irlande	800	850
Royaume-Uni	250	425
Belgique	45	400
Finlande	75	110
France	110	85
Pays-Bas	5	60
Danemark	25	55
Suède	30	40
Norvège	15	30
Autriche	6	8
Allemagne	10	4
Suisse	-	1